

**REVISTA CIDOB d'AFERS
INTERNACIONALS 37.**
**Estabilidad y conflictos en el
Mediterráneo.**

La Méditerranée en tant que zone de conflits.
Paul Balta

La Méditerranée en tant que zone de conflits

*Paul Balta

Commerce, culture et conflits se sont toujours conjugués en Méditerranée et on pourrait facilement consacrer une thèse et même plusieurs au thème que je dois traiter. Je me bornerai à passer en revue –sans prétendre être exhaustif– les principaux antagonismes et leurs causes, lointaines ou proches, en faisant la distinction entre les vraies guerres, les conflits latents ou larvés et les tensions susceptibles de dégénérer en affrontements, armés ou non.

Alors que nous sommes au seuil du III^e millénaire, je voudrais rappeler le contexte dans lequel se déroule le séminaire de réflexion auquel nous avons été conviés, à savoir le processus euro-méditerranéen. Sa mise en oeuvre a été consacrée par la Déclaration de Barcelone que je considère comme l'acte fondateur de la Méditerranée du XXI^e siècle¹. Adoptée le 28 novembre 1995, elle a vu le jour dans une conjoncture nouvelle par rapport à celle qui avait prévalu depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale: chute du Mur de Berlin (1989), éclatement de l'URSS, fin de la guerre froide et de la bi-polarisation Moscou/Washington, affirmation des Etats-Unis comme unique super-puissance, renforcement de l'Union européenne, consolidation des *Dragons d'Asie* et émergence de *nouveaux dragons*. Enfin, le phénomène de mondialisation qui était relationnel est devenu structurel, ce qui signifie qu'aucun pays ou groupe de pays (Europe, Maghreb, Proche-Orient, etc.) ne pourra y échapper. Néanmoins, dans le même temps se sont constitués des ensembles régionaux en Amérique (ALENA), dans le Pacifique (APEC), en Asie (entre le Japon et les pays de l'ASEAN). Par rapport à cet arrière-plan, qu'est-ce qui fait la spécificité de la Méditerranée (Balta, été 1997a) notamment pour ce qui est des conflits? J'établirai

*Fondation René Seydoux, Paris.

une distinction entre les situations découlant d'un passé lointain et les conflits caractéristiques de la seconde moitié du XXe siècle même si la ligne de démarcation n'est pas toujours très nette.

LES CONFLITS EN TANT QU'HÉRITAGE DU PASSÉ

Berceau des trois grandes religions monothéistes révélées, la Méditerranée est aussi le foyer des grandes guerres de religion. Les conflits (armés, territoriaux, théologiques, culturels, etc.) entre les trois confessions pèsent dans les imaginaires des peuples et sont encore très souvent véhiculés par les manuels scolaires (Fawzia Al Ashmawi-Abouzeid, 1994).

Faut-il rappeler que jusqu'au concile Vatican II (11 octobre 1962-8 décembre 1965) les juifs étaient considérés par les catholiques comme déicides avec toutes les conséquences que cela a pu comporter? Nous mentionnerons, pour mémoire, l'Inquisition et, plus globalement, le phénomène de l'antisémitisme. De même, l'Eglise a, jusqu'à l'instauration récente du dialogue islamo-chrétien, jugé très sévèrement le Coran et Mahomet. A la suite de Théophane, premier auteur byzantin à nous avoir légué, au début du IXe siècle, une biographie du prophète de l'islam, les auteurs chrétiens ont, des siècles durant, utilisé à son égard les qualificatifs les plus injurieux, le traitant de "fourbe, barbare, ennemi de Dieu, démoniaque, athée, débauché, pillard, sanguinaire, blasphémateur, stupide, bestial, arrogant" (Delcambre, 1995-1996).

Pour sa part, l'islam reconnaît les "gens du Livre" -juifs, chrétiens, zoroastriens- et leur accorde le statut de *dhimmi*, "protégés". D'une façon générale, il s'est montré plus tolérant que le christianisme. Néanmoins, il y a lieu de rappeler aussi la jurisprudence politico-religieuse élaborée dès le VIIe siècle. En effet, le *Dar el islam*, "le territoire de l'islam" ou "territoire de la paix" s'oppose au *Dar el kufr*, "le territoire de l'impiété" qui est aussi le *Dar el harb*, "le territoire de la guerre". Ce dernier devrait être progressivement gagné à la *charia* ou loi islamique, soit par la prédication et les conversions soit par la victoire des armes.

Ce thème est fréquent chez les premiers conquérants mais on le retrouve aussi chez des contemporains aussi différents que l'ayatollah Khomeiny, un chiite, le colonel Kadhafi, un sunnite réformiste, ou Ali Benhadj, N° 2 du Front islamique du salut algérien, qui affirme que la mission de tout bon musulman "est de répandre l'islam dans le monde parmi toutes les nations et tous les peuples". Réalistes, les juristes musulmans avaient cependant défini *Dar el çollh*, "le territoire de la trêve", lequel peut obtenir la

paix en payant tribut. Ils avaient même prévu que les relations entre *Dar el islam* et *Dar el harb* puissent être régies par la *darruriyya*, “l’état de nécessité”, dicté selon les circonstances par la “supériorité des infidèles” ou par des impératifs économiques, techniques ou sociaux (Balta, 1996).

Parmi les héritages qui marquent encore de nos jours les sociétés méditerranéennes figurent les fractures qui existent au sein des différentes confessions. La déchirure qui a sans doute eu le plus de conséquences en Méditerranée est celle qui s’est produite entre les chrétiens, dès le IV^e siècle, et qui a abouti à l’opposition entre catholiques et orthodoxes. C’est en 1054 qu’on situe officiellement le grand schisme entre l’Eglise d’Orient et l’Eglise d’Occident lorsque Rome a affirmé sa prééminence par rapport à Constantinople et aussi aux patriarchats d’Alexandrie, de Jérusalem et d’Antioche (Clévenot [dir.], 1987). Les tentatives de réconciliation sont récentes puisque les excommunications mutuelles de l’époque n’ont été levées qu’en 1964 par Paul VI et le patriarche Athénagoras; les gestes accomplis depuis n’ont pas réussi à refaire l’unité de la chrétienté.

Chez les musulmans, l’opposition entre sunnites et chiites demeure une réalité. On l’a vu, entre autres, lors du conflit libanais (1975-1990) et pendant la première guerre du Golfe (1980-1987) lorsque les régimes arabes, majoritairement sunnites, avaient apporté leur soutien à l’Irak face à l’Iran où la population est à 85% chiite.

Enfin, l’assassinat du premier ministre Itzhak Rabin, en 1995, a servi de révélateur à ceux qui persistaient à nier les clivages au sein du judaïsme et la dualité entre la loi et la Loi qui partage la société israélienne à l’instar d’autres peuples méditerranéens. Dans *Le Monde* du 12-13 novembre 1995, Alain Dieckhoff exposait le problème avec clarté et pertinence: “Les milieux nationalistes et religieux vivent, de fait, dans un système qu’on peut qualifier d’”hétéronomique”. Ils obéissent à l’Etat mais aussi à une autre loi, la loi divine, et à l’interprétation qu’ils en ont. Entre l’obéissance au gouvernement et le principe, qualifié de divin, qui empêche prétendument la rétrocession du territoire d’Eretz-Israël, c’est évidemment le second principe qui prévaut. Que peut valoir dans une telle logique la normativité démocratique symbolisée par la Knesset? Que pèsent cent vingt députés élus par le peuple par rapport à une loi divine?” L’auteur concluait cependant qu’une fois la paix revenue, “Israël se banalisera” et deviendra “un Etat comme les autres”².

Les conflits n’ont évidemment pas une cause unique. Nous retiendrons trois cas pour illustrer l’articulation entre les legs du passé et les facteurs modernes.

Le conflit israélo-arabe

C’est le conflit majeur du bassin. Opposant Israël aux Arabes et plus particulièrement aux Palestiniens (musulmans et chrétiens), il a un arrière-plan religieux évident.

Mais il est aussi idéologique: depuis que Théodore Herzl (1860-1904) a réuni le premier Congrès juif mondial (1897) et élaboré la doctrine sioniste, celle-ci n'a cessé de s'opposer, sur le terrain, à l'arabisme ou nationalisme arabe. On ne peut ignorer non plus le "sionisme révisionniste" de Zeev Jabotinsky exposé dans son livre *Le mur d'acier* (1923), qui inspire toujours le Likoud, et dans lequel on peut lire ceci: "Nous ne pouvons offrir aucune compensation contre la Palestine (...) Par conséquent, un accord volontaire est inconcevable. Toute colonisation, même la plus réduite, doit se poursuivre au mépris de la volonté de la population indigène. Et donc elle ne peut se poursuivre et se développer qu'à l'abri du bouclier de la force, ce qui veut dire un Mur d'acier que la population locale ne pourra jamais briser. Telle est notre politique arabe. La formuler de toute autre façon serait de l'hypocrisie"³.

Le conflit a également des bases culturelles, linguistiques (arabe et hébreu malgré des racines communes), territoriales, économiques. Rappelons aussi qu'un des problèmes particulièrement délicats à résoudre est celui du statut de Jérusalem qui concerne autant les juifs que l'ensemble de la chrétienté et les musulmans⁴.

Les conflits de l'ex-Yougoslavie

Bien que les peuples de l'ancienne Fédération yougoslave soient slaves (sauf une poignée de descendants des Ottomans) et parlent le serbo-croate, l'aspect religieux a pris un caractère nationaliste, territorial et ethnique opposant les Serbes orthodoxes (qui écrivent en cyrillique) aux Croates catholiques (qui utilisent les caractères latins) et aux Musulmans de Bosnie-Herzégovine, de Croatie et de Serbie. A cette occasion les vieux clivages sont réapparus: le Vatican a apporté son soutien aux Croates et les Grecs ont pris le parti des Serbes. Riyad, Téhéran et Ankara ont naturellement aidé les musulmans mais les trois capitales se sont livrées à des surenchères pour souligner que leur conception de l'islam était la meilleure (Féron, 1993).

Les conflits ethnico-religieux

Les conflits ethnico-religieux où dominent les aspects nationalistes, culturels et linguistiques avec des enjeux territoriaux. Ainsi, Grecs et Turcs se sont combattus pendant des siècles; les cicatrices, qui restent à vif, peuvent se rouvrir à tout moment et les sujets de friction sont constants entre les deux capitales. La question de Chypre, qui oppose les deux communautés de l'île ainsi qu'Athènes et Ankara, demeure entière depuis l'invasion des troupes turques en 1974. Enfin on ne saurait sous-estimer l'impact de la question arménienne dans la mesure où, dans leurs patries d'adoption, les Arméniens commémorent régulièrement le génocide dont leur peuple a été victime, en 1915, et ne cessent de réclamer qu'il soit reconnu par la Turquie.

CONFLITS CARACTÉRISTIQUES DE LA 2^E MOITIÉ DU XX^E SIECLE

Les conflits territoriaux hérités de la colonisation

Les problèmes de frontières ont opposé entre eux les pays du Maghreb (Algérie/Tunisie, Algérie/Maroc, etc.) au lendemain des indépendances. En principe, ils ont tous été réglés sauf un: celui du Sahara occidental qui entrave le fonctionnement de l'Union du Maghreb arabe (Balta, 1990). Au Proche-Orient, des tensions existent entre l'Egypte et le Soudan, la Syrie conserve la nostalgie d'Alexandrette (Iskenderun) et exerce sur le Liban une hégémonie que supportent mal les Libanais; on parle du partage de la Palestine en 1947 mais on oublie qu'elle avait été amputée une première fois par les Britanniques pour donner le jour au royaume de Transjordanie.

Les conflits communautaires

La guerre -ou plutôt les guerres gigognes- du Liban ont été emblématiques. Les affrontements ont certes eu lieu entre les différentes communautés mais ces dernières ont été également utilisées comme des pions sur un échiquier par les grandes puissances et les puissances régionales. A titre d'exemple, la France a plus particulièrement soutenu les maronites et Moscou les grecs-orthodoxes. Téhéran, même à l'époque du chah, s'est toujours considéré comme le protecteur des chiïtes; la République islamique d'Iran a été le parrain du Hezbollah contestataire alors qu'à l'inverse, Riyad a donné son appui aux conservateurs du camp sunnite et que Damas a eu de multiples alliances (Corm, 1997).

Les conflits avec les minorités

Ils sont générés soit par les Etats qui refusent de reconnaître des droits aux minorités ethniques ou religieuses soit par les revendications indépendantistes de ces minorités. Les situations sont plus ou moins conflictuelles selon les régions. Au Pays basque, en Corse, au Kosovo, il s'agit principalement de foyers de tensions. En Turquie, en revanche, c'est une véritable guerre qui oppose l'Etat central et les Kurdes; mais on ne saurait ignorer non plus les rivalités qui déchirent les Kurdes d'un Etat à un autre et à l'intérieur d'un même pays. Au Proche-Orient, les revendications des minorités religieuses ont souvent un caractère ethnique et territorial.

Au Maghreb, la question berbère suscite périodiquement des tiraillements, principalement en Algérie et au Maroc, que les régimes en place s'efforcent d'occulter. Les revendications des berbérophones -ils ne sont pas Arabes- sont principalement culturelles mais elles ont des répercussions sur les plans politique, économique, linguistique (ils réclament la reconnaissance officielle de leur langue), idéologique; certains militants berbéristes n'excluent pas une éventuelle sécession de la Kabylie (Lemarchand, 1993).

L'instrumentalisation de l'islam à des fins politiques

La montée de la vague islamiste a été médiatisée à la suite de la victoire de l'ayatollah Khomeiny, en Iran, en 1979, mais elle avait commencé au lendemain de la défaite arabe lors de la guerre des Six jours avec Israël, en 1967. Quant à l'instrumentalisation de la religion à des fins politiques et sur des bases idéologiques, elle avait commencé, entre autres, avec la création de la confrérie des Frères musulmans (1928), en Egypte, et s'était poursuivie après la Seconde Guerre mondiale lorsque les pétro-monarchies du Golfe avaient combattu l'influence des mouvements révolutionnaires panarabes, laïcs et socialistes.

L'Arabie a en outre financé jusqu'à la deuxième guerre du Golfe (1990-1991) la plupart des mouvements islamistes dont le FIS algérien et En Nahda en Tunisie mais même les spécialistes ont été longtemps discrets sur cette question⁵. Le royaume, qui fait face à une contestation, a quelque peu révisé sa politique mais continue à subventionner des millions d'ouvrages religieux vendus à bas prix ou même distribués gratuitement dans nombre de pays musulmans.

Souvent, au moins dans un premier temps, les mouvements et les partis islamistes sont perçus par les populations comme un rempart contre la corruption et l'autoritarisme des régimes en place. Toutefois, ces derniers ont profité de l'émergence des groupes armés, au début de la décennie 1990, pour constituer une *union sacrée* contre ce qui est officiellement qualifié de *mouvements terroristes*.

Les foyers de guerre existent bel et bien en Algérie. Des affrontements entre forces de l'ordre et groupes armés se produisent régulièrement en Egypte; depuis quelque temps, on en signale en Libye; des frictions ont eu lieu dans les territoires palestiniens. En Syrie, grâce à une médiation du Front de l'action islamique (Jordanie), des *discussions fructueuses* ont été engagées entre les autorités et les Frères musulmans; elles pourraient aboutir à une réconciliation qui tournerait la page sur les affrontements qui avaient culminé avec le *massacre de Hama*, en 1982, lorsque l'armée avait bombardé les quartiers et les fiefs islamistes (Abou Diab, Balta, 1997).

La question du respect des droits de l'homme

Elle est source de tensions, voire de conflits, entre les sociétés civiles et les régimes autoritaires au pouvoir dans plusieurs pays du bassin Méditerranéen. Rappelons que ces derniers sont signataires des chartes internationales et de la Déclaration de Barcelone dont le volet 1 comprend un paragraphe précis et explicite sur le respect des droits de l'homme. En outre, pour la première fois, un texte engageant les Etats met l'accent sur le "rôle de la société civile" et sur la "contribution essentielle" qu'elle peut apporter "dans le processus de développement du partenariat euro-méditerranéen" (Balta, 1997).

La situation des chrétiens d'Orient

Trop longtemps ignorée par les hommes politiques, les médias et même les chrétiens d'Occident, le sort des chrétiens d'Orient commence à être évoqué et mérite une mention particulière. En effet, pour des multiples raisons (guerres israélo-arabes, conflits entre Etats musulmans, montée des intégrismes, politique israélienne, régimes dictatoriaux, difficultés économiques, etc.), l'exode silencieux des membres de ces communautés enracinées dans leur terroir et dans l'histoire s'est accéléré depuis une trentaine d'années. Un exemple éloquent: Jérusalem ne comptait plus que 10.000 chrétiens, en 1996, contre 25.000 dans les années soixante et 45.000 auparavant, selon Mgr. Lutfi Laham, archevêque grec-melkite de la ville.

En Egypte, les coptes (orthodoxes, catholiques et protestants) sont victimes de violences et de rackett, surtout dans la région d'Assiout. Il n'est pas inutile de rappeler que Mohamed-Ali, fondateur de l'Egypte moderne (1805-1849), avait fait accéder les coptes à la citoyenneté; son fils, *Saïd Pacha*, avait aboli la *jizya*, impôt payé par les *dhimmi*; la Constitution de 1992 proclamait l'égalité absolue entre tous les Egyptiens. En revanche, la Constitution de 1971 a fait de la *charia* "une source principale" de la législation et, en 1980, le parlement a adopté un amendement qui en fait "la source principale", les mouvements islamistes réclament, eux, qu'elle soit, comme au Soudan et en Arabie, "l'unique source"⁶.

Les disparités économiques

La Méditerranée est particulièrement marquée par les disparités qui existent entre le Nord et le Sud et plus particulièrement entre l'Arc latin et le reste du bassin. Rappelons brièvement les données: Espagne, France et Italie pèsent pour plus de 15% dans le commerce mondial alors que tous les autres pays riverains réunis ne dépassent guère 3%. L'écart entre les PIB *per capita* allait, en 1995, de 1 à plus de 20: environ 1.000\$ en Egypte (et en Albanie) et plus de 20.000\$ en France. Les trois pays du Maghreb central (Tunisie, Algérie, Maroc) effectuent 70 à 75% de leurs importations et de leurs exportations avec l'Union européenne mais, pour cette dernière, ils ne représentent que 3 à 4% de ses échanges avec le reste du monde. A cela s'ajoute la faiblesse des échanges inter-maghrébins et Maghreb-Machrek. Les disparités sur les plans culturel et touristique sont du même ordre (Balta, été 1997b).

Le processus euro-méditerranéen qui a été amorcé à Barcelone, s'est poursuivi à Malte (avril 1997) et continuera, en principe, en Allemagne pour sa troisième session, propose, pour réduire ces déséquilibres, d'établir une zone de libre-échange d'ici à 2010. Néanmoins, la plupart des économistes estiment que la période d'adaptation sera très contraignante pour les partenaires du Sud et de l'Est et risque de provoquer des tensions internes (Bistolfi [dir.], 1995; Ben Idoun, Chevallier, 1996).

Les problèmes de la démographie et de l'émigration

En 1950, les pays riverains de la Méditerranée comptaient 250 millions d'habitants dont les 2/3 au Nord et le 1/3 au Sud. En 1985 ils étaient 360 millions se répartissant à peu près à égalité. Entre 2000 et 2025, ils devraient passer de 450 à près de 600 millions dont les 2/3 au Sud. Les plus fortes progressions se situeront, malgré la transition démographique, au Maghreb, en Egypte et en Turquie (Batisse, Grenon [dir.], 1989). Face à ces prévisions, les Etats européens redoutent l'accroissement de l'immigration et prennent des mesures pour la limiter et la contrôler. Paradoxalement, le Nord propose le partenariat au Sud mais le perçoit comme une menace. Cette situation, vivement ressentie sur les rives Sud et Est, alimente les incompréhensions et les frustrations.

L'eau, élément stratégique

Alors que les trente dernières années ont été celles du *pétrole* (choc pétrolier de 1973, contre-choc de 1986, 2e guerre du Golfe, etc.), les trente prochaines seront celles de l'eau. Selon le *Plan Bleu*, d'ici à 2025 l'accroissement de la consommation d'eau serait de 50% au Nord et de... 400% au Sud et à l'Est qui connaissent déjà des déficits. Elément stratégique, l'eau et depuis quelques années un objet de contestation et de tension entre la Turquie, la Syrie et l'Irak et entre Israël et ses voisins.

Le plateau du Golan est exemplaire. Il avait, en 1967, pour Israël une valeur stratégique sur le plan militaire mais cette dernière a été considérablement réduite par la mise au point des fusées à moyenne portée. Actuellement, le Golan étant une véritable éponge, ce sont ses réserves en eau qui lui donnent son importance stratégique et en font un enjeu majeur pour tous les voisins de la Syrie.

Les hydrocarbures

Le problème de la maîtrise des approvisionnements en pétrole, notamment pour les pays industrialisés, a été jusqu'à la 2e guerre du Golfe (1991) une source de conflits (et la menace demeure) parce que c'est dans la zone méditerranéenne (dans laquelle nous englobons les pays arabes du Golfe) que se trouvent les réserves les plus importantes et que le prix de revient de l'extraction du brut est le plus bas du monde.

La question des approvisionnements en gaz est plus complexe. En effet, l'exploitation du gaz suppose des installations onéreuses et implique donc des contrats à long terme. Dès lors, l'importateur et l'exportateur sont liés et ont intérêt à coopérer en bonne intelligence comme le montrent les gazoducs Maghreb-Italie et Maghreb-Espagne. Les principales menaces sont celles de groupes terroristes qui saboteraient les installations⁷.

La rivalité Europe–Etats-Unis

Nous ne saurions terminer ce tour d'horizon sans évoquer ce thème. En effet, l'Europe et les États-Unis peuvent être amis et alliés et ne pas avoir, dans différentes régions du

monde, les mêmes intérêts politiques, économiques et culturels; c'est particulièrement vrai en Méditerranée et dans le monde arabe. Rappelons, pour mémoire, que les Américains s'étaient employés à torpiller le Dialogue euro-arabe, entamé en 1973-1974, parce qu'ils n'y avaient pas été associés; de même, leur attitude inflexible à l'égard de la Libye et le maintien de l'embargo ont contribué à bloquer la concertation des 5+5 (1989-1991).

On pourrait citer aussi la Conférence pour la Sécurité et la Coopération en Méditerranée, proposée par l'Espagne et l'Italie; le projet n'avait pas abouti du fait que la France ne souhaitait pas la participation des Etats-Unis mais aussi parce que ces derniers étaient réservés car ils craignaient une interférence de la CSCM, donc des Européens, dans le processus de paix israélo-arabe. Notons aussi que l'Amérique s'est montrée plus compréhensive ou plus ambiguë que les capitales européennes à l'égard des mouvements islamistes sur la rive sud et plus particulièrement en Algérie. Enfin, la volonté de pénétration économique et culturelle de Washington au Maghreb et dans d'autres régions méditerranéenne s'est affirmée au fil des ans.

Toutes ces divergences, plus ou moins occultées à l'époque de la guerre froide et généralement passées sous silence, sont devenues une évidence avec l'effacement de la Russie et le désir de l'Union européenne de jouer en Méditerranée et ailleurs un rôle politique à la mesure de sa puissance économique. Les désaccords entre Washington et Bruxelles concernant, entre autres, la réorganisation du commandement du flanc sud de l'OTAN, reflètent ces différences d'intérêts génératrices de frictions, voire de tensions.

Pour conclure, et pour le cas où l'on aurait trouvé trop pessimiste ce tour d'horizon, je voudrais rappeler que si la Méditerranée a toujours été une zone de confrontation, elle a été aussi une formidable accoucheuse de civilisations et demeure un carrefour d'échanges (Balta [dir.], 1992).

Références bibliographiques

- Abou Diab K, Balta P. (Printemps 1997) "Tour d'horizon du monde arabe", *Rive*, N°2, , Rome.
- Balta, Paul. (1990) *Le grand Maghreb, des indépendances à l'an 2000*. Paris: La Découverte; (1994) *El gran Magreb. Desde la independencia hasta el año 2000*. Madrid: Siglo XXI.
- Balta, P. [dir.] (1992) *La Méditerranée réinventée. Réalités et espoirs de la coopération*, Paris: La Découverte.
- Balta, P. (1996) *L'islam*. Paris: Le Monde Editions; Bruxelles: Marabout, 2e éd. 1997. Traduction espagnole publiée par Salvat.
- Balta, P. (été 1997) "Les Enjeux de la Déclaration de Barcelone", *Annuaire de l'Afrique du Nord 1995*. Paris: Editions du CNRS.
- Balta, P. (1997) "Le projet culturel euro-méditerranéen. Intentions et réalités", *Confluences/Méditerranée*, N° 21, Printemps. Paris: L'Harmattan.

- Batiste, M. et Grenon, M. [dirs.] (1989) *Le Plan Bleu. Avenirs du bassin Méditerranéen*. Paris: Economica.
- Ben Idoun, I., Chevallier, A. (1996) *Europe-Méditerranée: le pari de l'ouverture*. Paris: Economica.
- Bistolfi, R. [dir.] (1995) *Euro-Méditerranée, une région à construire*, Paris: Publisud.
- Clévenot, M. [dir.] (1987) *L'Etat des religions dans le monde*. Paris: La Découverte / Le Cerf.
- Corm, Georges (1997) *Le Proche-Orient éclaté II. Mirages de paix et blocages identitaires 1990-1996*. Paris: La Découverte.
- Delcambre, Anne-Marie (Hiver 1995-1996) "Des miroirs déformants. L'islam dans le miroir de l'Occident chrétien. L'Occident chrétien vu dans le miroir de l'Islam", *Confluences/Méditerranée*, N° 16. Paris: L'Harmattan.
- Fawzia Al Ashmawi-Abouzeid (1994) *Etude comparative des manuels scolaires des pays des deux rives de la Méditerranée (Espagne, France, Grèce, Egypte, Jordanie, Liban, Tunisie)*. Genève: Université de Genève. Texte publié également dans *Méditerranée, espace de cultures et de civilisations*, Collection Europe-Cultures, volume 6, Institut Robert Schuman pour l'Europe, B.P. 219, F 60631 Chantilly Cedex.
- Féron, Bernard. (1993) *Yougoslavie, origines d'un conflit*. Paris: Le Monde Editions / Bruxelles: Marabout.
- Lemarchand, Ph. [dir.] (1993) *Atlas géopolitique du Moyen-Orient et du monde arabe. Le croissant des crises*, Ed. Complexe; Minorités au Proche-Orient, (1994) *Hommes et migrations*, N° 1172-1173, Paris.

Notes

1. Balta, P. (29 novembre 1995) "Introduction au Forum Dialogue culturel". Forum Civil Euromed, Barcelone.
2. Voir aussi: Balta, Paul. *Société civile: diversité et problèmes des acteurs sociaux en Méditerranée*, Conférence méditerranéenne alternative, Barcelone, 24-26 novembre 1995; texte espagnol in "Las relaciones entre la Unión Europea y los países de la cuenca del Mediterráneo", *Temas de Cooperación*, 7, Coordinadora de ONG para el desarrollo, Madrid, 1996.
3. Cité par Paul Balta et Khattar Abou Diab, "Tour d'horizon du monde arabe", *Rive*, Revue de l'UNIMED, N° 1, décembre 1996, Rome. Signalons que le père de Benyamin Nétanyahou, premier ministre israélien, a été le plus proche collaborateur de Jabotinsky.
4. International Symposium on Jerusalem, Rome, 26-28 mars 1997; au cours de ce colloque organisé au Centre culturel islamique, des responsables musulmans et des religieux catholiques et orthodoxes, le représentant du Vatican ont donné de nombreuses précisions sur la situation dans la ville sainte. Voir *Rive*, N° 3, été 1997, Rome.
5. Georges Corm est un des premiers à y avoir consacré deux solides chapitres dans (1989) *L'Europe et l'Orient. De la balkanisation à la libanisation. Histoire d'une modernité inachevée*. Paris: La Découverte.
6. Chrétiens en terre d'Orient, *Cahiers de l'Orient*, n° 46, été 1997, Paris; "Les chrétiens arabes", dossier spécial, *Qantara*, n° 21, automne 1996, Paris; parallèlement, l'Institut du monde arabe a organisé un important colloque sur ce thème du 14 au 16 novembre 1996.
7. "Le gazoduc Maghreb-Europe", 2010 *Mediterranean Free Zone*, N° 4, 10/96, Diálogo Mediterráneo, Madrid.